

AU 7^e JOUR DES MANIFESTATIONS

La rue ne décolère pas à Laghouat

La promesse de gel des listes de bénéficiaires de logements n'a pas été pour faire baisser la tension à Laghouat où les arrestations opérées parmi les jeunes ont attisé davantage le sentiment de hogra, déjà trop fort chez les manifestants qui criaient à qui voulait bien leur prêter attention que leur soulèvement est pacifique.

M. Kebci – Alger (Le Soir) - Loin de s'estomper, la protestation citoyenne qui a ébranlé la ville de Laghouat depuis maintenant sept jours s'est poursuivie hier. Avec, cette fois-ci, des échauffourées plus musclées que celles des jours précédents. La raison est que les forces de l'ordre ont procédé à des arrestations massives parmi les jeunes. Alors que des membres de la section locale de la Ligue algérienne de défense des droits de

l'homme, alertés par les parents des jeunes interpellés, se sont aussitôt rendus au commissariat, des centaines de jeunes ont pris possession de la place publique attendant à la grande poste de la ville, exigeant la libération inconditionnelle de leurs camarades. Et c'est l'inévitable face-à-face avec les forces de l'ordre dépêchées en nombre sur les lieux.

Et au moment où nous rédigeons ces lignes, et quoique la

tension ait baissé, il n'en demeure pas moins qu'elle demeurerait tant les jeunes se disent, selon Yacine Zaid, membre de la section locale de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, joint en fin de journée, déterminés à obtenir la libération sans conditions de leurs amis tout en ne perdant pas de vue le principal élément déclencheur de ce soulèvement, à savoir l'annulation pure et simple des listes des bénéficiaires d'une centaine de logements, entachées, selon eux, de nombres irrégularités.

Les autorités locales parlent du gel de ces fameuses listes de la discorde, ce qui est loin d'être du goût des jeunes manifestants qui

exigent, outre leur annulation, une commission d'enquête à même de faire la lumière sur cette affaire.

Ouargla renoue avec le calme
Et dans la wilaya limitrophe de Ouargla, la situation tend à s'arranger et ce, après la promesse de la Direction régionale de l'emploi de mettre à la disposition des jeunes chômeurs pas moins de 88 postes.
Ce qui a eu, il est vrai, pour effet de baisser la tension quoique la méfiance demeure quant aux modalités d'attribution de ces emplois quand on sait, affirme Tahar Bellabas, coordinateur national du Comité national pour la défense des droits des chômeurs

(CNDDC), que les passe-droits, à ce niveau, ont toujours été à l'origine des manifestations et autres émeutes ayant émaillé la région ces dernières années. Ceci pour dire, explique encore notre interlocuteur, que ce n'est pas le chômage en lui-même qui irrite les jeunes désœuvrés, pas plus la manière avec laquelle les emplois sont attribués. Cela dit, et comme prévu, ils étaient des centaines de jeunes à observer, hier matin, deux sit-in simultanés, l'un devant la Direction régionale de l'emploi et l'autre devant l'Agence locale de l'emploi pour crier la hogra dont ils se disent être victimes dans le processus d'embauche.

M. K.

ILS TIENNENT LEUR CONSEIL NATIONAL DEMAIN

Les hospitalo-universitaires maintiennent le principe de la grève

L'assemblée générale des hospitalo-universitaires a tranché : le principe du maintien de la grève cyclique a été unanimement voté. Le Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales tiendra demain son conseil national pour arrêter d'autres actions dès la semaine prochaine.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Au troisième jour d'un mouvement qui a perturbé le fonctionnement de plusieurs CHU à travers le

pays, les hospitalo-universitaires ont adopté le principe de la reconduction de la grève cyclique de trois jours pour la semaine à venir.

Dès demain, le conseil national se réunira à Alger pour non seulement étudier les propositions des assemblées générales des autres wilayas mais également pour définir les actions à mener dès la semaine prochaine.

Le Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales n'exclut pas d'étendre la grève aux activités pédagogiques. La rencontre qu'a eue le syndicat avec des représentants du ministère de la Santé mardi, au second jour de la grève, n'aura finalement pas été déterminante.

Le P^r Djidjeli, président du Syndicat national des professeurs et docents des sciences médicales, affirme qu'aucune proposition concrète n'a été faite par la tutelle. Les hospitalo-universitaires maintiennent la même plateforme de revendications. Ils persistent à dénoncer la pénurie quasi-chronique des médicaments dont ils

subissent les conséquences au même titre que les malades.
Le P^r Djidjeli expliquait au premier jour du débrayage que «cette pénurie, nous la subissons depuis Barkat. Nous avons multiplié les courriers pour dire que nous ne pouvions pas continuer à subir les conséquences de la pénurie de médicaments. On ne peut pas continuer à dépenser autant avec une pénurie chronique. La facture du médicament augmente alors que les pénuries ne cessent pas, c'est une équation que l'intelligence humaine ne peut accepter».
Pour déterminer les causes de cette situation, le syndicat milite pour l'installation d'une commission d'enquête indépendante. Le discours tenu par Ould Abbès qui s'était invité en octobre dernier à une assemblée générale des hospitalo-universitaires n'a pas convaincu. Son réquisitoire contre certains importateurs et distribu-

teurs est jugé en deçà des attentes. Mais ce n'est pas l'unique grief retenu par les hospitalo-universitaires. Leur syndicat exige la promulgation du régime indemnitaire.
Les négociations autour de ce texte datent depuis trois années sans aucun résultat probant. Pire encore, le syndicat a eu à constater lors des réunions tenues avec la Fonction publique que la mouture négociée avec leur tutelle ne correspondait pas à celle qui lui avait été présentée.
Pourtant, au mois d'octobre dernier, le ministre de la Santé s'était engagé à satisfaire cette revendication dans un délai n'excédant pas un mois. Le P^r Djidjeli, commentant cette situation, explique que force est de constater que le délai a expiré, poussant le syndicat à opter pour un débrayage cyclique.

N. I.

DEUXIÈME JOUR DE GRÈVE DES CORPS COMMUNS

Le taux de participation estimé à 79 %, selon le SNTE

Au deuxième jour de la grève d'une semaine des corps communs, le taux de participation est estimé à près de 79 % au niveau du territoire national, selon le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE).

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La participation au mouvement de grève déclenché ce lundi par les corps communs du secteur de l'éducation varie selon les régions et reste très faible au niveau de la capitale, selon M. Aït Hamouda chargé de la communication au SNTE.

Les taux relevés hier en fin d'après-midi font état de la paralysie des activités dans les wilayas de l'est du pays. Il s'agit notamment des établissements de Béjaïa, Batna, Djelfa, Constantine, El Taref, Sétif et Mila.

A Alger, le taux de participation à la grève est estimé, comme au premier jour, de grève, à 40%. Au niveau de la wilaya de Laghouat, le SNTE a annoncé que le mouvement de grève au niveau des établissements scolaires a été suspendu en raison des émeutes qui secouent la région depuis quelques jours.

Cette mobilisation des corps communs exprime, selon les syndicalistes, leur ras-le-bol de leur situation socioprofessionnelle. Les représentants du SNTE

disent aussi déplorer le mutisme de la tutelle devant la situation vécue par les corps communs et en dépit de leur grande mobilisation. « Nous ne comprenons pas le manque de réaction de notre tutelle. Il n'y a eu aucune déclaration officielle suite à notre grève au niveau national», souligne M. Aït Hamouda.
Le syndicaliste dira, par ailleurs, que les corps communs attendent toujours un signe du ministère de l'Education nationale concernant leurs principales revendications, à savoir une revalorisation des salaires, jugés dérisoires par rapport aux autres professions du secteur.
Les syndicalistes dénonceront, aussi les dépassements enregistrés dans certaines wilayas où les directeurs d'établissement ont fait pression sur les travailleurs.
Les corps communs soulignent, encore une fois, le fait qu'ils sont prêts à arrêter la protesta s'ils obtiennent des garanties de la part de la tutelle concernant leur principale revendication.
La prochaine action des corps communs après la semaine de débrayage sera une marche qui devra avoir lieu dans la capitale et rassemblera les travailleurs de toutes les wilayas du pays, expliquent les représentants du SNTE qui disent ainsi avoir épuisé toutes les voies de recours, en vain.

F.-Z. B.

ÉLECTION PARTIELLE DU CSM
Les résultats attendus pour aujourd'hui

Au moment où nous mettons sous presse, les résultats des élections portant renouvellement de la moitié du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ne sont toujours pas connus.

Ces élections, qui ont eu lieu au niveau des tribunaux ordinaires, des tribunaux administratifs et des cours de justice, à travers le territoire national, devront aboutir à l'élection de six magistrats, dont deux seront élus pour la première fois en qualité de représentants des juges siégeant au niveau des tribunaux administratifs.

Selon des sources très au fait du dossier, ils sont au total une cinquantaine de magistrats à se porter candidats pour pourvoir les six sièges représentant les 4 000 juges exerçant au niveau des cours, des tribunaux ordinaires, des tribunaux administratifs, du Conseil d'Etat et de la Cour suprême.

Pour rappel, lesdites élections se dérouleront au niveau des juridictions de toutes les wilayas du pays. A ce propos, le secrétaire général du CSM, Hamdi Bacha Rachid, avait indiqué à la veille de ce «rendez-vous électoral» que «le nombre de magistrats élus au Conseil va être renforcé» avec l'élection par les magistrats des tribunaux administratifs de leurs représentants et qu'il sera créé au niveau de la Cour suprême, un bureau mixte des élections, présidé par le premier président de la Cour suprême, Kaddour Berradja, et le doyen de la Cour suprême et du Conseil d'Etat. En vertu de la loi organique fixant sa composition, son fonctionnement et ses attributions, le CSM est présidé par le président de la République et est composé du ministre de la Justice, en sa qualité de vice-président, du premier président du CSM, du procureur général près la Cour suprême et de dix magistrats élus par leurs pairs. Ces magistrats sont ainsi répartis : deux magistrats de la Cour suprême dont un magistrat du siège et un magistrat du parquet général, deux magistrats du Conseil d'Etat dont un magistrat du siège et un commissaire d'Etat, deux magistrats des cours dont un magistrat du siège et un magistrat du parquet général.

A noter que le CSM comprend également deux magistrats des juridictions administratives autres que le Conseil d'Etat dont un magistrat du siège et un commissaire d'Etat, ainsi que deux magistrats des tribunaux de l'Ordre judiciaire dont un magistrat du siège et un magistrat du parquet. Outre les magistrats élus, la composante du CSM inclut six personnalités désignées par le président de la République en raison de leur compétence en dehors du corps de la magistrature.

Le texte stipule que les magistrats composant le Conseil doivent avoir sept années d'exercice au moins dans le corps de la magistrature. Ceux ayant fait l'objet de sanctions disciplinaires ne peuvent être éligibles au Conseil qu'après leur réhabilitation. Il est à rappeler que le mandat des membres du CSM est fixé à quatre années non renouvelables. Les attributions du CSM concernent notamment la nomination, la mutation et la promotion des magistrats et le contrôle de leur discipline.

A. Bettache